

St-Mathieu-de-Beloeil, le 16 juin 2015

Me Camille Bérubé, avocate  
C.E.I.C.  
600 rue Fullum, sous-sol – secteur 0570  
Montréal (QC)  
H2K 3L6



Re : préavis du 15 avril 2015

Maître Bérubé,

Me Simon Tremblay, procureur en chef de la C.E.I.C. me suggère, dans sa lettre du 9 juin 2015, de communiquer avec vous.

J'ai pris connaissance de la déclaration assermentée de Mario Paul-Hus. Cette nouvelle preuve confirme les observations faites dans ma lettre du 28 avril 2015, adressée à Me Sonia LeBel.

J'attire votre attention sur le par.10 de l'affidavit de M. Paul-Hus, dans lequel il affirme que « le maître-d'œuvre de ce comité de sélection serait Monsieur Daniel Gauthier de la firme Gauthier Biancamano Bolduc et que je devais accomplir mon mandat selon ses instructions ». Je vous confirme que ni moi ni monsieur Bolduc avons eu des responsabilités professionnelles ou opérationnelles dans la gestion du projet.

Au par.14, l'affiant précise qu'il n'a pas « été consulté par le maître-d'œuvre du projet soit M. Daniel Gauthier ». Ces affirmations sont conformes à celles que M. Paul-Hus a faites dans une déclaration policière (dossier 066-090429-001), le 15 mai 2010. L'affiant a notamment déclaré aux enquêteurs que « Daniel Gauthier était le meneur du dossier ». Plus loin, il a formulé la remarque suivante : « Daniel Gauthier était le maître d'œuvre ».

Dans le préavis de blâme, il m'est reproché d'avoir (1) « en 2006, organisé et dirigé un appel de qualification » et (2) d'avoir « fourni en 2006 des renseignements privilégiés ».

La preuve documentaire soumise à mon attention, de même que celle que j'ai déjà transmise à la Commission, ne soutiennent aucunement les reproches formulés à mon égard. Je suis disposé à vous fournir toute autre explication que vous pourriez juger pertinente quant au processus de blâme envisagé par les commissaires.

Merci de votre attention.

  
Gaëtan Biancamano